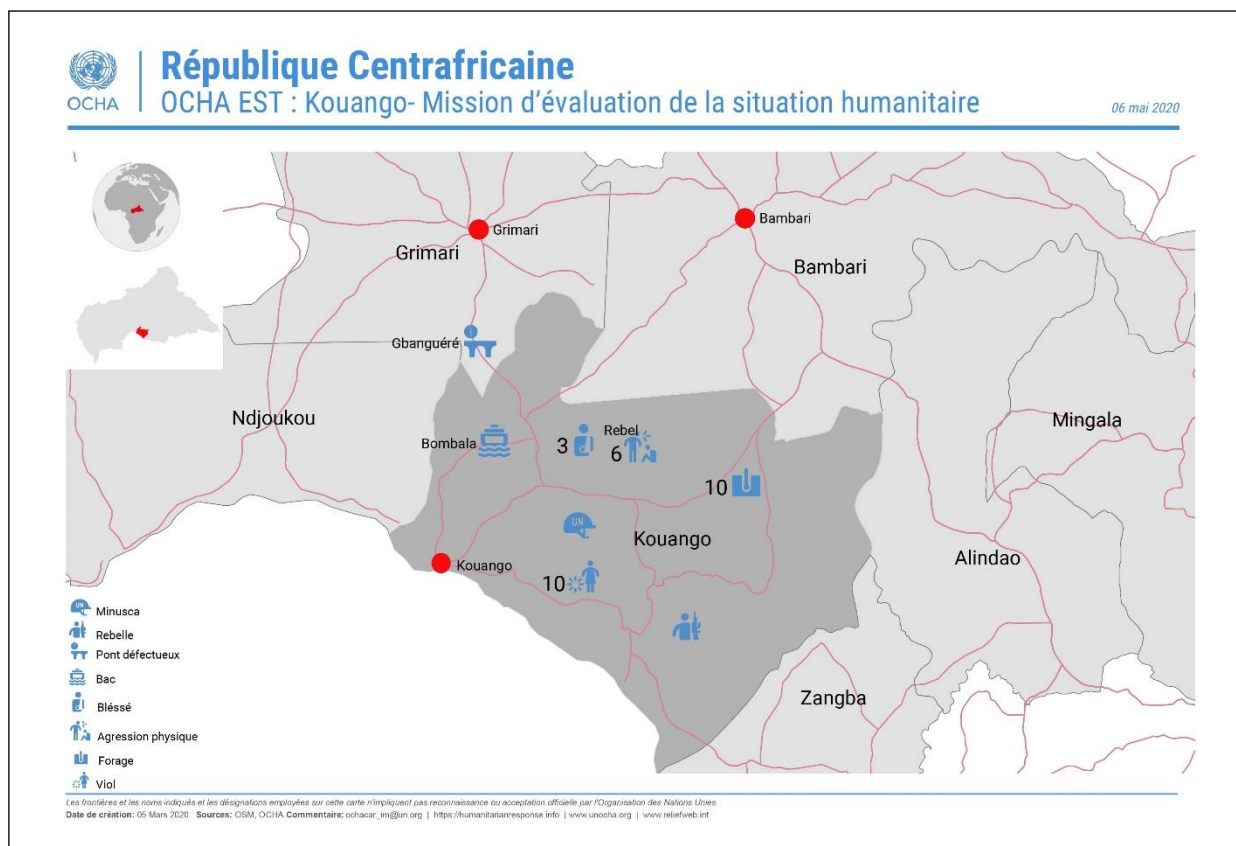




## Mission d'évaluation de la situation humanitaire à Kouango du 28 au 30 Avril 2020



### 1. Résumé exécutif

Du 28 au 30 Avril 2020, OCHA Bambari s'est joint à une mission de supervision de l'OMS Bambari qui s'est rendue dans la sous-préfecture de Kouango, l'une des quatre sous-préfectures de la Ouaka située à 190 km au sud-ouest de Bambari, par la route Bambari-Grimari-Kouango. La mission avait deux objectifs principaux : (1) collecter les informations nécessaires à l'élaboration du profil humanitaire de la sous-préfecture de Kouango, et (2) s'imprégner des récentes dynamiques sécuritaires et humanitaires de la zone.

A cet effet, la mission a couvert, non seulement la ville de Kouango mais aussi la commune de d'Azenguimindou située au nord de Kouango, route de Grimari et la commune de Cochio-toulou.

### 1. Objectifs de l'évaluation

- Effectuer une évaluation générale des besoins humanitaires dans la sous-préfecture de Kouango
- Collecter les informations nécessaires à l'élaboration du profil humanitaire de la sous-préfecture de Kouango

### 2. Méthodologie d'évaluation

- Approfondir l'analyse des besoins, à travers des discussions avec les autorités administratives, les services déconcentrés de l'Etat, les leaders communautaires, les groupes des femmes et la jeunesse

### 3. Contexte Général et Accès Humanitaire

---

La situation sécuritaire dans la ville de Kouango est relativement calme. Le contingent Burundais de la MINUSCA est présent dans la ville. Cependant, la quiétude de la population est constamment menacée par un leader d'un groupe armé qui contrôle la ville et ses environs.

La sous-préfecture de Kouango a été marquée depuis plus de quatre ans par plusieurs incidents de protection et des incidents sécuritaires, notamment des affrontements à répétition entre des groupes armés, les conflits entre éleveurs et agriculteurs ainsi que des affrontements communautaires. Ces différents incidents ont eu lieu dans toutes les 03 communes de Kouango (Cochotoulou, Azenguimindou, et Kouango centre). Les derniers affrontements de Bangao et Péné, en fin d'année 2019, avaient encore davantage placé la commune d'Azenguimindou dans un état d'insécurité très déplorable jusqu'à ce jour, provoquant notamment des nouveaux déplacements de populations vers Kouango, Grimari et leurs environs.

Dans la ville de Kouango et ses environs, des Centrafricains qui étaient réfugiés en république démocratique du Congo (RDC) ont commencé à revenir de façon spontanée depuis 2016, à la suite de l'amélioration des conditions sécuritaires, grâce à la présence de la force internationale d'une part et au retour progressif des autorités administratives d'autre part. Les autorités locales rapportent qu'environ 10 000 personnes sont encore réfugiées en RDC et qu'elles y seraient réparties sur 3 sites.

En dépit de la signature de l'accord politique de paix et de réconciliation dont l'UPC est cosignataire, la présence des barrières tenues par ce groupe et celles tenues par des antibalaka (AB) est encore observée dans la localité et ce, malgré la présence des forces internationales et des autorités administratives. La commune de Kouango centre, celle de Cochotoulou et une partie de la commune d'Azenguimindou sont sous le contrôle de l'UPC. Seulement une autre partie de la commune d'Azenguimindou se trouve sous contrôle des AB. Il s'agit des villages Lioto, Péné, Zouhougoubada sur l'axe Lioto-Bambari et l'axe Lioto-Goussiema.

### 4. Problématiques sectorielles majeures

---

#### i) Accès humanitaire:

La libre circulation sur les axes dans la sous-préfecture est un défi pour tous les usagers. De Lioto à Kouango, l'UPC contrôle 5 barrières et les AB 2 autres. Sur l'axe Kouango- Bianga, l'UPC a installé 4 barrières, et à Kouango centre elle y contrôle les deux ports. A cause des barrières érigées par les groupes armés et les exactions et extorsions qui s'y passent, la population de Kouango centre jusqu'à Lioto, en particulier des jeunes, ne peuvent pas emprunter l'axe Lioto-Zouhougoubada pour atteindre Bambari, ni l'axe Lioto -Goussiema pour se rendre à Grimari et vice versa. Les habitants des deux zones citées non plus ne peuvent aller à Kouango Centre.

#### L'accès physique

Pour l'instant, la route reliant Grimari à Kouango est praticable, mais cela ne sera certainement pas le cas pendant la saison pluvieuse qui commence bientôt. Par ailleurs, le pont se trouvant à 17 km au sud-ouest de Grimari, à hauteur du village Gbandengue, reste très délabré. Des platelages de fortune doivent être posés dessus avant de le franchir. Le bac de Bombala, situé à 40 km au nord de Kouango, reste défectueux. La traversée de la rivière à l'aide de ce bac se fait manuellement.

#### ii) PROTECTION

Mouvement des populations : Après le déplacement forcé d'environ 2 000 personnes de Bangao et des villages périphériques en septembre 2019 à la suite des affrontements entre groupes armés, tous les villages affectés se sont presque entièrement repeuplés. Les chiffres exacts de retournés et de ceux encore en déplacement n'ont pas pu être obtenus.

Protection générale : Les groupes armés qui occupent la quasi-totalité de la sous-préfecture de Kouango sont à la base de plusieurs exactions et violations des droits humains qui y sont enregistrées : atteinte à l'intégrité physique, violences sexuelles, enrôlement des enfants dans les rangs des groupes armés, etc. Par exemple, lors de la mission, il a été rapporté des fréquentes arrestations arbitraires des civils à Kouango par l'UPC et dont la libération est soumise à des fortes amendes.

Violences Basées sur le Genre (VBG). Selon une source humanitaire, 17 personnes ont été victimes des VBG et prises en charge par les services appropriés au cours du premier trimestre de 2020 à Kouango centre. Il s'agit de 10 cas de viol par pénétration, 6 cas d'agression physique et 1 cas d'agression sexuelle.

Protection de l'Enfance : A cause de la situation de crise armée et la déliquescence de l'Etat, beaucoup d'enfants ne possèdent pas d'acte de naissance, ni de cartes d'identité pour les jeunes et plus âgés. En réponse, l'ONG JRS

exécute un projet visant à mettre des actes de naissance à la disposition de 88 enfants dont 44 garçons et 44 filles à Kouango centre. Il est clair qu'au regard des besoins, cette intervention reste insuffisante.

**Cohésion sociale :** les populations locales de l'axe rapportent des suspicions intercommunautaires persistantes. Ainsi, la population de l'axe Lioto – Goussiema et celle de l'axe Lioto – Zouhougou – Bada ne se permettrait pas de traverser le village Lioto pour atteindre Bombala et Kouango. De même, la population de l'axe Kouango - Lioto ne se permettrait pas d'emprunter les deux axes ci-haut cités pour rejoindre Grimari ou Bambari.

### iii) WASH

La sous-préfecture de Kouango, avec une population estimée à 132 000 habitants, connaît d'importants problèmes d'accès à l'eau potable, avec un taux d'accès à l'eau potable estimé à 0,053%, selon le sous-préfet qui s'appuie sur le ratio point d'eau et nombre de population. A Kouango centre, 4 points d'eau sont fonctionnels et 11 non-fonctionnels. Néanmoins, l'ONG Concern s'emploie, à travers plusieurs projets, à apporter des réponses à travers toute la sous-préfecture. Malgré qu'elle exécute un projet d'appui au secteur de la santé dans la sous-préfecture, la Caritas intègre dans son paquet d'intervention quelques activités WASH. C'est le cas de la construction prévue d'un point d'eau au centre de santé de Ngadja, localité située à 35 km de Kouango centre.

Le faible accès à l'eau potable dans la sous-préfecture de Kouango se reflète même au niveau des établissements scolaires. Quelques exemples :

- Kouango centre : les écoles centre-1 garçons et centre filles ont des latrines mais pas de points d'eau. L'école Maigari en construction par l'ONG JRS sera dotée des latrines mais pas de point d'eau
- Azenguimindo : l'école SIOUA et l'école Ngadja ont chacune une douche mais pas de point d'eau. Pour l'école Bombala, les travaux de construction des latrines sont inachevés mais pas de point d'eau prévu.
- Cochio-toulou : les écoles Ngadja-Toko et Bianga ont des latrines mais pas de point d'eau.

Sur les 57 écoles fonctionnelles dans la sous-préfecture de Kouango, 7 écoles seulement ont des latrines.

### vi) EDUCATION

La Sous-préfecture de Kouango, compte 64 écoles dont 57 fonctionnelles et 7 non fonctionnelles. L'effectif global des élèves des trois communes qui composent la sous-préfecture s'élève à 15 992 élèves.

Communes	Nombres des écoles	Total général des élèves	Filles	Garçons	Taux de fréquentation des filles
Kouango Centre	19	5597	1906	3691	34,05%
Cochio-toulou	18	4776	1649	1649	34,5%
Azenguimindou	15	5619	1873	3746	33,3%

La sous-préfecture compte six (6) enseignants titulaires, cinq (5) contractuels et 150 maitres parents. La plupart des enseignants titulaires affectés dans la zone ont refusé de s'y rendre pour des raisons de sécurité (18). Certains de ces enseignants (18) se trouvent à Bangui.

Aucune école dans l'ensemble de la sous-préfecture n'a été occupée par les groupes armés, hormis le bâtiment du secteur scolaire de Kouango-centre. La plupart des écoles sont construites en paille et/ ou en rameaux et leur état actuel est assez dégradé à cause des intempéries, surtout à la suite des inondations du dernier quart de l'année 2019.

Quelques acteurs interviennent dans la sous-préfecture pour soutenir le secteur de l'éducation. Il s'agit notamment de : (1) l'ONG APADE qui est engagée dans pour la construction de deux hangars améliorés, la réhabilitation de 4 écoles, notamment Yangouasso à 5 km de Kouango axe Lioto (131 élèves), Kpata à 17 km de Kouango secteur fleuve (384 élèves), et Yamakagozo à 25 km de Kouango vers le sud (266 élèves) ; ainsi que la réhabilitation de l'école de Lioto (750 élèves). L'ONG assurera aussi la prise en charge des 25 maitres parents jusqu'en juin 2020, et dotera les écoles en mobiliers et kits scolaires. Dans le cadre du projet Education Cannot Wait (ECW), APADE cible 12 écoles de la commune de Kouango pour la lutte contre la prévention et/ou l'atténuation de la violence en milieu scolaire ainsi que la facilitation du dialogue communautaire ; et (2) l'ONG JRS qui construit l'école Maigari, située à 10 km à l'est de Kouango. Cette école a 356 élèves, encadrés par 1 enseignant titulaire et 4 maitres parents

### v) SANTE / NUTRITION

La sous-préfecture de Kouango dispose d'un hôpital secondaire à Kouango centre, 8 centres de santé avec une unité de PEV et 9 postes de santé. L'hôpital et les cinq (5) formations sanitaires (FOSA) appuyés par la Caritas dans le cadre de sa clinique mobile (dans les trois communes) notamment Ngadja, Mbalango, Rendekouzou, Gouasse, et Angoubissi disposent des médicaments. L'hôpital dispose d'un médecin clinicien et de 18 axillaires de santé répartis dans les 15 FOSA ; ce qui est insuffisant en termes de ration personnel/FOSA.

L'hôpital applique le recouvrement total des coûts, à part quelques cas sociaux qui sont pris en charge gratuitement. Cependant, une gratuite ciblée des soins est appliquée dans les 6 FOSA soutenues à travers les cliniques mobiles organisées par la Caritas. Elle concerne les enfants de 0 à 5 ans, les femmes enceintes et allaitantes. Selon les

sources médicales, les pathologies récurrentes sont, dans l'ordre d'importance, le paludisme, les IRA, l'hépatite B, la rougeole et la conjonctivite.

Aucune FOSA de Kouango n'a de dispositif pour la prévention ou le traitement de la malnutrition. Tous les enfants diagnostiqués de la malnutrition sont transférés à Grimari pour la prise en charge ; un exercice souvent difficile pour les parents.

Enfin, le manque d'enclos à l'hôpital de Kouango expose ce dernier à l'incursion d'hommes en temps de crise ; ce qui est déjà arrivé plusieurs fois, à la divagation d'animaux, et aux autres inconforts pour le personnel et les patients.

#### ***vi) SECURITE ALIMENTAIRE***

La sécurité alimentaire dans la sous-préfecture de Kouango est habituellement basée sur l'agriculture de rente (café) et vivrière, la pêche, et l'élevage. Le conflit armé et l'insécurité persistante ont profondément affecté la productivité ou simplement conduit à l'arrêt des activités dans certains cas. La commercialisation du peu qui est produit reste également butée aux multiples défis liés à la présence des groupes armés dans toute la zone : taxation illégale, confiscation des marchandises et du bétail, insécurité physique, etc. L'offre sur les marchés locaux s'en trouve très appauvrie, forçant certains éleveurs notamment à quitter la zone pour vendre leur bétail ailleurs où l'activité leur serait rentable.

Le PAM, via son partenaire COOPI, a pu assister en vivres 4 474 individus dans la ville de Kouango, victimes de l'inondation de fin 2019 et quelques autres personnes vulnérables. Au total 53 045 tonnes de vivres pour une ration de 30 jours devant couvrir les mois d'avril et mai 2020.

#### ***vii) MOYENS DE SUBSISTANCE ET STABILISATION COMMUNAUTAIRE***

L'économie de la sous-préfecture est contrôlée par les groupes armés. Toute tentative de développer une activité génératrice de revenus se butte aux paiements exorbitants des taxes allant de 5 000FCFA à 50 000FCFA. Les prix des denrées sont imposés par les groupes armés. Cette situation fragilise davantage le tissu économique et social. Pendant plusieurs décennies, le gouvernement central n'avait pas assez investi dans la sous-préfecture de Kouango, et la situation actuelle de guerre et/ou d'insécurité permanente n'a fait qu'aggraver les vulnérabilités.

Lors d'une séance d'échanges avec les jeunes, le besoin de formation sur les techniques de communication et sur la cohésion sociale a été évoqué comme une priorité, dans l'espoir que cela pouvait faciliter la libre circulation dans la zone et permettre la reprise effective des activités productives.

viii) **Recommandations**

<b>Secteur</b>	<b>Recommandation</b>	<b>Responsable</b>	<b>Echéance</b>
<b>Accès Humanitaires</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Plaidoyer pour le démantèlement des barrières économiques des groupes armés sur les axes de la sous-préfecture</i></li> <li>• <i>Réparation du pont Gounda situé à 17 km au sud de Grimari, route de Kouango</i></li> <li>• <i>Réparation du bac de Bombala</i></li> </ul>	OCHA, cluster Logistique	
<b>PROTECTION</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Interpeler l'UPC sur les exactions dont la population civile est régulièrement victime ;</i></li> <li>• <i>Mettre en place des mécanismes pour faciliter le vivre ensemble et permettre la libre circulation de la population dans les trois communes de la sous-préfecture</i></li> </ul>	Cluster Protection et CMCORD	
<b>Violences basées sur le genre (VBG)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Augmenter la sensibilisation dans la communauté afin de lutter contre le mariage forcé, la mutilation génitale féminine, et les violences domestiques</i></li> </ul>	Cluster Protection et partenaires	
<b>Protection de l'enfance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Maintenir le dialogue avec les groupes armés pour libérer les enfants enrôlés en leur sein ;</i></li> <li>• <i>Augmenter la sensibilisation dans la communauté afin de lutter contre les mariages précoces, et les violences en milieu familial et scolaire</i></li> </ul>	Cluster Protection et partenaires	
<b>WASH</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Continuer le plaidoyer pour l'amélioration de l'accès à l'eau potable dans la sous-préfecture.</i></li> </ul>	Cluster Wash et partenaires	
<b>Education</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Plaidoyer pour l'amélioration des infrastructures scolaires, l'équipement des écoles et la dotation des élèves en kits scolaires ;</i></li> <li>• <i>Formation, renforcement de capacités et motivation des maitres parents.</i></li> <li>• <i>Renforcer le suivi et évaluation dans le secteur éducationnel de Kouango afin de faire respecter le programme scolaire ;</i></li> </ul>	Cluster Education et partenaires	
<b>SECURITE ALIMENTAIRE</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Plaidoyer auprès des groupes armés pour faciliter à la population de reprendre ses activités productives, notamment agricole, de la pêche, etc. ;</i></li> <li>• <i>Renfoncer les comités de gestion des conflits entre éleveurs et agriculteurs à travers la sous-préfecture ;</i></li> <li>• <i>Positionnement d'un acteur pour appuyer les communautés locales en intrants agricoles et dans la relance du petit élevage ;</i></li> </ul>	Cluster Sécurité Alimentaire et partenaires	
<b>Santé/Nutrition</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Plaidoyer pour le positionnement d'un acteur pour appuyer l'hôpital de référence de Kouango centre ;</i></li> <li>• <i>Plaidoyer pour ériger une clôture autour de l'hôpital ;</i></li> </ul>	Cluster Santé et partenaires	

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Plaidoyer pour la mise en place des UNT et UNTA en vue d'assurer la prise en charge localement des cas de malnutrition</i></li> </ul>		
<b>Moyens de Subsistance et de stabilisation de la communauté</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Organiser des formations, y compris un programme d'alphabétisation, à l'endroit de la jeunesse désœuvrée ;</i></li> <li>• <i>Doter la maison de jeunes, en construction par le député de la localité, en équipements informatiques ;</i></li> <li>• <i>Création d'une radio communautaire pour permettre la sensibilisation sur le vivre ensemble et favoriser la libre circulation entre les trois communes</i></li> <li>• <i>Renforcer la capacité de 3 groupements féminins de la sous-préfecture et les aider à développer des activités génératrices de revenu ;</i></li> <li>• <i>Déploiement des FSI dans la zone en vue de restaurer l'autorité de l'Etat.</i></li> </ul>	Groupe de travail solution durable et partenaires	